ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de la Justice, le 17 octobre 1979, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "modifiant l'arrêté royal du 18 août 1964 relatif à la mise en vigueur et à l'exécution des lois relatives au registre du commerce, coordonnées le 20 juillet 1964", a donné le 10 mars 1980 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 17e oktober 1979 door de Minister van Justitie verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van het koninklijk besluit van 18 augustus 1964 betreffende het inwerkingstellen en de uitvoering van de wetten betreffende het handelsregister, gecoördineerd op 20 juli 1964", heeft de 10e maart 1980 het volgend advies gegeven :

L'arrêté royal en projet tend à remplacer différentes formules et avis relatifs aux immatriculations au registre du commerce, afin notamment de les adapter à la loi du 4 août 1978 de réorientation économique.

+

+ +

Les dispositions législatives relatives au registre du commerce ont été coordonnées le 20 juillet 1964 et ont déjà, depuis lors, été modifiées à huit reprises.

Les articles 8 et 9 de ces lois coordonnées indiquent de façon précise ce que doit contenir la déclaration en vue de l'immatriculation, introduite par une personne physique ou par une société commerciale belge.

.../...

Le déclarant doit notamment indiquer les jugements et arrêts visés à l'article 25, 2°, 3°, 8°, 9°, 10° et 11° des mêmes lois coordonnées. Il s'agit de décisions dont les greffiers des juridictions doivent aviser le registre central du commerce, et qui ont un effet sur la capacité ou un effet d'interdiction de faire le commerce.

La loi du 4 août 1978, en son article 78, a complété l'énumération de l'article 25 des lois coordonnées par un 15° visant les jugements et arrêts "portant interdiction d'exercer une activité ou une fonction conformément à l'article 3bis de l'arrêté royal n° 22 du 24 octobre 1934 portant interdiction à certains condamnés et aux faillis d'exercer certaines fonctions, professions ou activités et conférant aux tribunaux de commerce la faculté de prononcer de telles interdictions".

L'article 3bis précité, inséré dans l'arrêté royal n° 22 par l'article 87 de la loi du 4 août 1978, permet au tribunal de commerce de prononcer l'interdiction, pour une période de trois à dix ans, d'exercer une activité commerciale ou des fonctions d'administrateur, gérant ou commissaire d'une société commerciale, à l'encontre des faillis ainsi que des administrateurs et gérants d'une société commerciale déclarée en faillite.

Ainsi, les greffiers doivent-ils, en vertu de l'article 25, 15° nouveau, donner avis au registre central du commerce, des décisions d'interdiction prises en vertu de l'article 3bis de l'arrêté royal n° 22.

Cependant les articles 8 et 9, bien qu'étroitement liés à l'article 25 dans l'économie des lois coordonnées, n'ont pas été modifiés par la loi du 4 août 1978. Il s'ensuit que, sur base du seul texte des lois coordonnées, le demandeur d'immatriculation n'est pas tenu de faire lui-même la déclaration des jugements ou arrêts "portant interdiction d'exercer une activité ou une fonction conformément à l'article 3bis de l'arrêté royal n° 22 du 24 octobre 1934 portant interdiction à certains condamnés et aux faillis d'exercer certaines fonctions ou activités et conférant aux tribunaux de commerce la faculté de prononcer de telles interdictions".

Cette conséquence de la non-adaptation des articles 8 et 9 à l'article 25, 15°, nouveau, va à l'encontre de l'économie des lois coordonnées et de la simple logique puisqu'elle permet à un demandeur d'obtenir une immatriculation et de faire usage de celle-ci, jusqu'à la radiation qu'entraînera, sur base de l'article 32, la notification imposée par l'article 25, 15°. Certes, le demandeur s'exposera en pareil cas aux peines prévues par l'article 4 de l'arrêté royal n° 22, mais l'immatriculation devra pourtant lui être accordée s'il n'a pas fait la déclaration spontanée de l'interdiction qu'il a encourue. L'intention de porter remède à une telle incohérence est donc pleinement justifiée. La question se pose néanmoins de savoir si le Roi a le pouvoir de réaliser cette intention en imposant, comme c'est le cas dans l'arrêté en projet, la déclaration des "jugements ou arrêts qui concernent le demandeur et visés à l'article 25, 15°, des lois coordonnées sur le registre du commerce" (annexe I/A, point 5; voir

aussi feuille complémentaire à la formule I/B, point D et formule I/C, point 7, C).

Les lois coordonnées relatives au registre du commerce ne confèrent d'habilitation expresse au Roi que dans deux dispositions, les articles 10 et 38, étrangères à la matière des interdictions professionnelles et des effets de celle-ci. Tout comme l'arrêté royal du 18 août 1964, dont il modifie les annexes, l'arrêté en projet ne puise donc son fondement que dans le pouvoir d'exécution conféré au Roi par l'article 67 de la Constitution.

Encore faut-il, pour que ce pouvoir existe, que le législateur n'ait pas entendu se réserver la matière sur laquelle il pourrait porter. Or, en l'espèce, il ressort clairement des articles 8 et 9 des lois coordonnées que le législateur a réglé lui-même dans le détail le contenu des déclarations à faire par les personnes physiques et par les sociétés commerciales. L'omission de l'une des "mentions que doit contenir la déclaration" entraîne, aux termes de l'article 23 des lois coordonnées, le refus de l'immatriculation. Compte tenu de la combinaison de ces dispositions, il ne se conçoit pas que le Roi puise dans l'article 67 de la Constitution le pouvoir d'imposer, dans les déclarations des personnes physiques et morales, une indication qui viendrait s'ajouter à celles que les demandeurs sont tenus de faire en vertu des articles 8 et 9 précités.

Le projet manque dès lors de fondement en tant qu'il impose aux demandeurs la déclaration des jugements ou arrêts visés à l'article 25, 15°, des lois coordonnées. Préalablement à son adoption, il appartiendra au législateur de mettre les articles 8 et 9 des

lois coordonnées en concordance avec l'article 25, 15° des mêmes lois.

+

+ +

Une autre modification est apportée aux modèles 1/A, en vue de faire indiquer par les demandeurs la durée de la peine privative de liberté, prévue par les jugements et arrêts visés à l'article 25, 9°, des lois coordonnées (banqueroute simple ou frauduleuse).

L'article 8 des lois coordonnées prescrivant l'indication des jugements et arrêts visés à l'article 25, 9°, des lois coordonnées, il est normal de prévoir dans le modèle de déclaration que la durée de la peine privative de liberté doit être précisée. Cet élément fait en effet partie du dispositif du jugement.

+

+ +

Subsidiairement, l'examen du texte appelle les observations suivantes :

PREAMBULE.

Alinéa 1er.

Les lois relatives au registre du commerce ont été modifiées par la loi du 10 octobre 1967 (Code judiciaire). Il y a donc lieu de compléter l'énumération de l'alinéa 1er du préambule.

Alinéa 2.

L'arrêté royal du 18 août 1964 a également été modifié par la loi du 10 octobre 1967 (Code judiciaire). Il y a donc lieu de compléter l'énumération de l'alinéa 2 du préambule.

Il y a lieu d'omettre l'arrêté royal du 25 septembre 1969 qui est devenu sans objet.

Article 1er.

Il est proposé de remplacer les mots "joint" et "joints" par "annexé" et "annexés".

La mention de l'arrêté royal du 25 septembre 1969 doit être omise.

Het ontwerp-koninklijk besluit strekt ertoe een aantal formulieren en kennisgevingen in verband met de inschrijvingen in het handelsregister te vervangen, onder meer om ze aan te passen aan de wet van 4 augustus 1978 tot economische heroriëntering.

+

+ +

De wetsbepalingen betreffende het handelsregister zijn gecoördineerd op 20 juli 1964 en sedertdien tot achtmaal toe gewijzigd.

De artikelen 8 en 9 van die gecoördineerde wetten vermelden nauwkeurig wat moet worden opgegeven in de inschrijvingsaanvraag die door een natuurlijke persoon of door een Belgische handelsvennootschap wordt ingediend.

De aanvrager moet onder meer de vonnissen en arresten opgeven die bedoeld zijn in artikel 25, 2°, 3°, 8°, 9°, 10° en 11° van dezelfde gecoördineerde wetten. Het betreft beslissingen waarvan de griffiers van de gerechten het centraal handelsregister in kennis moeten stellen en die gevolgen hebben ten aanzien van de bekwaamheid of ten aanzien van het verbod om handel te drijven.

De wet van 4 augustus 1978 heeft met haar artikel 78 de opsomming van artikel 25 van de gecoördineerde wetten aangevuld met een 15° betreffende de vonnissen en arresten "tot verbod een werkzaamheid of een functie uit te oefenen overeenkomstig artikel 3bis van het koninklijk besluit nr. 22 van 24 oktober 1934 waarbij aan bepaalde veroordeelden en aan de gefailleerden verbod wordt opgelegd bepaalde ambten, beroepen of werkzaamheden uit te oefenen of waarbij aan de

rechtbanken van koophandel de bevoegdheid wordt toegekend dergelijk verbod uit te spreken".

Krachtens het bedoelde artikel 3bis, dat in het koninklijk besluit nr. 22 is ingevoegd door artikel 87 van de wet van 4 augustus 1978, kan de rechtbank van koophandel, aan gefailleerden en aan beheerders en zaakvoerders van een in staat van faillissement verklaarde handelsvennootschap, voor een tijdspanne van drie tot tien jaar, verbod opleggen om een koopmansbedrijf of een taak van beheerder, zaakvoerder of commissaris uit te oefenen in een handelsvennootschap.

Zo moeten de griffiers, op grond van artikel 25, nieuw 15°, aan het centraal handelsregister kennis geven van de krachtens artikel 3bis van het koninklijk besluit nr. 22 genomen verbodsbeslissingen.

De artikelen 8 en 9, die in het bestek van de gecoördineerde wetten in nauw verband staan met artikel 25, zijn intussen door de wet van 4 augustus 1978 niet gewijzigd. Daaruit volgt dat de enkele tekst van de gecoördineerde wetten de aanvrager van een inschrijving niet verplicht zelf aangifte te doen van de vonnissen of arresten "tot verbod een werkzaamheid of een functie uit te oefenen overeenkomstig artikel 3bis van het koninklijk besluit nr. 22 van 24 oktober 1934 waarbij aan bepaalde veroordeelden en aan de gefailleerden verbod wordt opgelegd bepaalde ambten, beroepen of werkzaamheden uit te oefenen of waarbij aan de rechtbanken van koophandel de bevoegdheid wordt toegekend dergelijk verbod uit te spreken".

.../...

Dit gevolg van het feit dat aanpassing van de artikelen 8 en 9 aan artikel 25, nieuw 15°, is uitgebleven, druist in tegen de economie van de gecoördineerde wetten en tegen de logica zonder meer, aangezien het de aanvrager mogelijk wordt gemaakt een inschrijving te verkrijgen en er gebruik van te maken tot aan de doorhaling die op grond van artikel 32 zal volgen na de door artikel 25, 15°, voorgeschreven kennisgeving. Wel zal de aanvrager zich in dat geval blootstellen aan de straffen bepaald in artikel 4 van het koninklijk besluit nr. 22, maar toch zal hij moeten worden ingeschreven indien hij niet spontaan aangifte heeft gedaan van het opgelopen verbod. De bedoeling om een dergelijke ongerijmdheid te verhelpen is dus ten volle gewettigd. Toch rijst de vraag of de Koning bevoegd is om die bedoeling te verwerkelijken door, zoals in het ontwerp-besluit wordt gedaan, te verplichten tot aangifte van de "vonnissen of arresten betreffende de verzoeker, bedoeld in artikel 25, 15°, van de gecoördineerde wetten betreffende het handelsregister" (bijlage I/A, punt 5; zie ook bijblad van formulier I/B, punt D en formulier I/C, punt 7, C).

De gecoördineerde wetten betreffende het handelsregister verlenen de Koning uitdrukkelijk machtiging in slechts twee bepalingen, de artikelen 10 en 38, die niets uitstaande hebben met de materie van de verbodsbepalingen inzake beroepsuitoefening en de gevolgen daarvan. Evenals het koninklijk besluit van 18 augustus 1964, waarvan het de bijlagen wijzigt, vindt het ontwerp-besluit zijn rechtsgrond dus slechts in de uitvoeringsbevoegdheid die aan de Koning is verleend door artikel 67 van de Grondwet.

.../...

Opdat die bevoegdheid kan bestaan, is tevens vereist dat de wetgever de aangelegenheid waarop zij betrekking mocht hebben, niet voor zichzelf heeft gereserveerd. In het onderhavige geval blijkt echter duidelijk uit de artikelen 8 en 9 van de gecoördineerde wetten dat de wetgever zelf in bijzonderheden heeft bepaald wat de natuurlijke personen en de handelsvennootschappen moeten opgeven. Het verzuimen van een van de "vermeldingen, welke de opgaaf moet bevatten" heeft, luidens artikel 23, weigering van de inschrijving tot gevolg. De samenhang van deze bepalingen wijst uit dat de Koning aan artikel 67 van de Grondwet niet de bevoegdheid kan ontlenen om de natuurlijke personen en de rechtspersonen te verplichten in hun opgaaf nog een andere vermelding op te nemen dan die welke de aanvragers moeten aanbrengen krachtens de aangehaalde artikelen 8 en 9.

Het ontwerp heeft derhalve geen rechtsgrond in zover het de aanvragers verplicht tot aangifte van de vonnissen of arresten bedoeld in artikel 25, 15°, van de gecoördineerde wetten. Vooraleer het ontwerp-besluit wordt vastgesteld, behoort de wetgever de artikelen 8 en 9 van de gecoördineerde wetten met artikel 25, 15°, ervan in overeenstemming te brengen.

\+

\+ \+

In de modellen I/A wordt nog een andere wijziging aangebracht om de aanvragers te verplichten melding te maken van de duur van de vrijheidstraf die opgelegd is door de vonnissen en arresten bedoeld in artikel 25, 9°, van de gecoördineerde wetten (eenvoudige of bedrieglijke bankbreuk).

.../...

Daar artikel 8 van de gecoördineerde wetten de opgaaf van de vonnissen en arresten bedoeld in artikel 25, 9°, van de gecoördineerde wetten voorschrijft, is het normaal in het model van de opgaaf te bepalen dat de duur van de vrijheidstraf moet worden vermeld. Dat gegeven staat immers in het dictum van het vonnis.

\+

\+ \+

Subsidiair geeft het onderzoek van de tekst aanleiding tot de volgende opmerkingen :

AANHEF.

Eerste lid.

De wetten betreffende het handelsregister zijn gewijzigd bij de wet van 10 oktober 1967 (Gerechtelijk Wetboek). De opsomming in het eerste lid van de aanhef moet derhalve worden aangevuld.

Tweede lid.

Ook het koninklijk besluit van 18 augustus 1964 is gewijzigd bij de wet van 10 oktober 1967 (Gerechtelijk Wetboek). De opsomming in het tweede lid van de aanhef moet derhalve worden aangevuld.

.../...

De vermelding van het koninklijk besluit van 25 september 1969, dat geen onderwerp meer heeft, dient te vervallen.

Artikel 1.

Voorgesteld wordt de woorden "gehecht is aan" en "gehecht aan" te vervangen door "gevoegd is bij" en "gevoegd bij".

De vermelding van het koninklijk besluit van 25 september 1969 moet vervallen.

La chambre était composée de

Messieurs : P. TAPIE, président de chambre,
de Heren : kamervoorzitter,

H. ROUSSEAU, conseillers d'Etat,
Ch. HUBERLANT, staatsraden,

P. DE VISSCHER, assesseurs de la section de législation,

L. MATRAY, bijzitters van de afdeling wetgeving,

Madame : J. TRUYENS, greffier.
Mevrouw : griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. TAPIE.

Le rapport a été présenté par M. G. PIQUET, premier auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. TAPIE.

Het verslag werd uitgebracht door de H. G. PIQUET, eerste auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J. TRUYENS. P. TAPIE.